

<http://fovinatier.free.fr/>

L'Éditorial de Jean-Claude Mailly

Abattoirs: l'arbre qui cache la forêt

Alors que la campagne électorale s'échine sur certains points comme celui de la viande halal, avec des sous-entendus ou déclarations pour le moins maladroites voire dangereuses, il est, là encore, important que l'arbre ne cache pas la forêt.

La République est une république laïque, ce qui nécessite en particulier une séparation des Églises et de l'État*, une séparation des sphères publiques et privées, un respect de la liberté de conscience. De ce point de vue, seule la laïcité permet en la matière une réelle liberté.

S'agissant plus particulièrement du travail dans les abattoirs, travail faisant partie des travaux dits pénibles, force est de constater que les critères économiques pèsent de plus en plus, y compris sur les méthodes d'abattage.

Si aujourd'hui la part des animaux égorgés est plus importante qu'auparavant, ce n'est pas pour des raisons religieuses mais pour des raisons économiques: ce mode d'abattage est moins coûteux, donc plus rentable.

Toujours s'agissant de ce secteur, les pouvoirs publics feraient mieux de s'assurer que les règles sanitaires sont encore respectées. Or rien n'est moins sûr.

Il y a un an, nous avons bloqué (c'était une conséquence d'une mesure RGPP) l'expérimentation de l'autocontrôle pour les abattoirs porcins, en lieu et place des services vétérinaires compétents de l'État.

Nous l'avions notamment empêché en expliquant les risques sanitaires et en rappelant les conséquences de cette mesure mise en œuvre en Grande-Bretagne il y a dix ans sur les bovins. Pour autant, le 10 février dernier a été publié un décret du Premier ministre expérimentant l'autocontrôle par les entreprises avicoles et cunicoles (volailles et lapins). De fait, les effectifs des services vétérinaires ont fondu (-10% au niveau national, -50% même dans certains départements) et la régionalisation des services de l'État a éloigné les missions du terrain.

De telles dérives risquent de porter atteinte à la sécurité sanitaire et sont inacceptables, c'est une preuve de plus que la RGPP ne détruit pas seulement des emplois, elle détruit aussi des missions de service public, elle peut porter atteinte à la vie des citoyens. Il est plus facile de faire porter le chapeau à d'autres qu'à la RGPP.

Là comme ailleurs, les questions tant pratiques que de fond doivent être explicitées. Disons-le encore une fois, «quand le doigt montre la lune, l'imbécile regarde le doigt».

** Par exemple pour que les fonds publics ne soient attribués qu'à l'école publique.*

Éditorial de Jean-Claude Mailly, Secrétaire général de Force Ouvrière, du mercredi 14 mars 2012